



APPEL A MANIFESTER

LE SAMEDI 25 JANVIER 2025

Le syndicat CGT FDB lance un appel à rassemblement contre la fermeture de ce fleuron de l'industrie bretonne qu'est la Fonderie De Bretagne.

Le vendredi 20 décembre 2024, le jour du départ en congés de Noël, le groupe RENAULT a pris la décision de tuer le projet de reprise de la Fonderie De Bretagne par PRIVATE ASSETS en refusant de donner de la visibilité au repreneur potentiel sur la part de marché qu'ils comptaient affecter à FDB sur la durée du business plan à 3 ans. Cette décision a eu pour conséquence directe, le retrait de la table des négociations du repreneur potentiel ainsi que de son projet avec l'apport de 11 000 Tonnes qui représentait 27 millions € de chiffre d'affaires par an et qui avec la continuité de l'arrivée des volumes de diversification nous aurait amené à l'équilibre à horizon fin 2027. Ce projet était viable et avait été validé par 2 cabinets d'expertise. Comment RENAULT peut annoncer ne pas croire en ce projet alors que c'est lui qui a mis en place le projet auquel personne ne croyait et qui avait été invalidé par tous les cabinets d'expertise avec CALLISTA deux ans plus tôt ? La réponse est simple : RENAULT veut purement et simplement la mort de la Fonderie De Bretagne. Pour quels motifs ? Pour intensifier sa stratégie de délocalisation de sa production. Ce scénario commence malheureusement à être bien trop connu dans le milieu des fonderies françaises : Les fonderies du Poitou Fonte et Aluminium, la SAM, MBF, Imperial Wheels, ... Les histoires se suivent et se ressemblent comme s'il s'agissait d'une série de films avec toujours le même scénario et malheureusement toujours la même fin catastrophique.

Et l'Etat dans tout ça ? Quelle est la position de l'Etat dans ce dossier ? Certes, l'Etat valide le projet de reprise après avoir vu l'audit du business plan présenté par 8 ADVISORY et contribue au financement en injectant 14 millions sous forme de prêt. Cependant, le rôle de l'Etat ne doit pas se limiter qu'à faire fonctionner la planche à billet. Nous avons eu 2 réunions avec le ministre de l'Industrie. La première pour nous entendre dire que le dossier était bloqué du fait que Private Assest, le repreneur, devait mettre la main à la poche dans ce dossier en plus des volumes apportés, ce qui a été fait. Et la seconde, pour nous entendre dire que malgré le fait que toutes les parties impliquées dans le dossier aient fait un pas en avant ; que ce soit le repreneur, la région, les collectivités locales, la direction de FDB, RENAULT reste sur son idée de départ qui est de tuer Fonderie De Bretagne et que l'Etat ne peut rien faire.

- L'Etat actionnaire à hauteur de 15% ne peut rien faire.
- L'Etat qui pendant la crise COVID leur a fait un prêt de 5 milliards € ne peut rien faire.
- L'Etat qui a financé les salaires des salariés RENAULT avec l'APLD ne peut rien faire.
- L'Etat qui demande un report des sanctions contre RENAULT du au non-respect de la norme CAFE ne peut rien faire.
- L'Etat qui finance l'achat des véhicules RENAULT à travers le bonus écologique et la prime à la reconversion ne peut rien faire.
- L'Etat qui a financé via le crédit d'impôt recherche 135 millions € à RENAULT ne peut rien faire
- L'Etat qui a distribué au total 248 millions € d'aides publiques à RENAULT ne peut rien faire
- L'Etat qui finance le plan de relance de la filière automobile à hauteur de plusieurs milliards € dont un des principaux bénéficiaires est RENAULT ne peut rien faire.

Difficile à entendre quand on paye ses impôts en France et que l'on voit qu'ils servent à financer les délocalisations de toute notre industrie. L'Etat est complice de RENAULT dans ce dossier. L'Etat se doit de taper du poing sur la table et d'imposer à RENAULT des contreparties en échange des aides publiques. L'Etat doit rappeler à RENAULT les responsabilités qui sont les siennes en tant que constructeur français, bénéficiant des aides publiques auprès des territoires. Se cacher derrière une motion de censure et le fait d'être un ministre démissionnaire n'était pas une réponse entendable pour les salariés de Fonderie De Bretagne. C'est pour cela que l'ensemble du syndicat CGT a travaillé durant les périodes de fêtes pour écrire un courrier et interpeller le président de la République sur ce sujet. Ce courrier qui a été signé par les élus locaux, députés, sénateurs, direction de l'usine, représentants nationaux de syndicats salariés et patronaux, n'a pour l'instant pas eu de réponses. Le seul pour l'instant à avoir pris la parole sur le sujet Fonderie De Bretagne est le ministre de l'Industrie qui n'est plus démissionnaire, qui assure que son ministère est un ministère de combat. Mener un combat ne se limite pas à signer des chèques, Mr le ministre.

C'est pourquoi nous appelons l'ensemble des salariés et retraités de la Fonderie De Bretagne, leurs familles, leurs proches, les élus locaux, l'ensemble des acteurs du comité de suivi du dossier Fonderie De Bretagne, l'ensemble des habitants du territoire, les responsables des partis politiques locaux et nationaux qui croient en un avenir pour la Fonderie De Bretagne à se joindre à nous et venir participer à un rassemblement le samedi 25 janvier à partir de 10h à la salle de LOCASTEL à INZINZAC LOCHRIST.

A CAUDAN, le 09/01/2025, le syndicat CGT FDB